

Exclusif : le porte-parole de l'ambassade de Russie à Paris rétablit les faits

Interview d'Alexander Makogonov – Porte-parole de l'ambassade de la Fédération de Russie en France

Reporter : Beaucoup de choses sont dites et écrites actuellement sur la situation du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Les médias officiels ne cessent de présenter la Russie comme coupable des pires atrocités, sans preuves réelles ni tangibles, et n'hésitent pas à produire une totale désinformation. Pour démêler le vrai du faux et vous présenter la réalité de ce conflit, nous avons demandé à Alexander Makogonov, porte-parole de l'ambassade de la Fédération de Russie en France, de bien vouloir répondre à nos questions.

Pour la compréhension de nos lecteurs, pourriez-vous nous retracer rapidement l'histoire du Donbass et de la création des deux républiques que sont Donetsk et Louhansk ?

Alexander Makogonov : La crise actuelle en Ukraine puise son origine dans un coup d'État armé et anticonstitutionnel réalisé à Kiev en février 2014 par les forces d'opposition ultra-nationalistes, soutenues par des pays occidentaux. Le pouvoir a été pris par des radicaux extrêmement anti-russes. Sans attendre, les nouvelles autorités ukrainiennes ont démarré une campagne massive visant à éradiquer en Ukraine tout ce qui est russe. Leur première décision portait sur la suppression du statut de la langue russe fixé pourtant dans la loi. À rappeler qu'il s'agit d'une langue maternelle pour des millions d'Ukrainiens. Est-ce qu'une situation pareille pour la langue française, en Belgique ou en Suisse, est imaginable à votre avis ? Certes, tous les citoyens de l'Ukraine n'ont pas soutenu ce putsch et la politique russophobe du nouveau gouvernement illégitime. Les habitants de la Crimée, menacés d'être chassés de leur terre natale pour le simple fait d'être russes, se sont soulevés et ont voté au référendum en mars 2014 pour le rattachement à la Russie. Sinon, leur sort aurait pu répéter celui de certains habitants de la ville d'Odessa le 2 mai 2014. Ceux qui sont sortis dans les rues pour protester contre le nouveau régime à Kiev ont été repoussés par les militants néonazis vers le bâtiment de la Maison des syndicats. Après avoir bloqué les manifestants pro-russes dans cette enceinte, ces racailles l'ont incendié. Résultat, 42 personnes brûlées vives. Les régions de Donetsk et de Lougansk (celles-ci composent un grand bassin minier et industriel connu sous le nom du Donbass) ont tout de suite tranché. Historiquement peuplées des Russes ethniques et étroitement liées avec la Russie, elles ont proclamé leur sécession de l'Ukraine suite aux référendums organisés en mai 2014 en se transformant respectivement en Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk (autoproclamées et non reconnues). Leur population ne voulait que vivre en paix, avoir la liberté de parler la langue russe et continuer les relations d'amitié et de bon voisinage avec la Russie.

Reporter: Il semble que ces deux républiques aient fait l'objet d'un harcèlement militaire permanent de la part du gouvernement de Kiev depuis bientôt dix ans. Dans quel but ?

Alexander Makogonov : Tout juste après leur autodétermination, les habitants du Donbass ont été proclamés « terroristes » par Kiev qui n'a trouvé rien de mieux que de lancer immédiatement une soi-disant « opération anti-terroriste ». Autrement dit, une véritable campagne punitive contre les populations de la région. Cette aventure militaire impliquait non seulement les forces armées régulières de l'Ukraine avec des armements lourds (blindés, chars, artillerie, aviation) mais aussi des bataillons néonazis qui se sont particulièrement distingués par la cruauté de leurs exactions. Face à eux ils n'avaient que des milices populaires de ces deux républiques, composées d'anciens médecins, chauffeurs, enseignants, mineurs, fonctionnaires, agriculteurs, contraints de prendre les armes pour défendre leurs maisons et leurs familles. Malheureusement, au lieu d'écouter ses propres citoyens et résoudre pacifiquement cette crise intérieure, Kiev a préféré déclencher une vraie guerre civile à l'Est du pays. Au prix de pertes considérables, les républiques ont réussi à arrêter ce rouleau compresseur et à garder un brin de leur territoire joint à la frontière russe.

Malgré la signature des accords de Minsk (le premier a été signé en septembre 2014, le deuxième en février 2015) censés mettre fin au conflit fratricide et réintégrer les deux républiques autoproclamées dans l'Ukraine

en leur accordant un statut spécial, Kiev, qui n'a pas bougé le petit doigt pour remplir ses engagements, continuait de terroriser la population du Donbass. La panoplie des mesures de rétorsion et d'intimidation comprenait des bombardements, tirs, enlèvements, viols, tortures, attentats terroristes, actes de sabotage. Les civils en étaient les principales victimes. Cette aventure militaire de Kiev de 2014 à 2022 a fait près de 14 000 morts, dont des centaines d'enfants. Plus d'un million de réfugiés ont été obligés de quitter leurs maisons pour la Russie. À l'Occident on faisait la sourde oreille à ces événements atroces. Les politiques, les médias, les institutions internationales ou les ONG ne s'intéressaient pas à ce que se passait vraiment sur le terrain. Le public n'entendait que des échos lointains d'une lutte libératrice de Kiev contre les soi-disant « séparatistes pro-russes ».

Vous demandez dans quel but Kiev faisait cela ? Posez cette question aux autorités ukrainiennes. Rien n'aurait été plus simple que de commencer un dialogue politique direct avec les républiques autoproclamées, trouver un terrain d'entente sur la base des dispositions des accords de Minsk et restaurer ainsi l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Pourtant, Kiev a préféré récupérer par la force le territoire du Donbass. De nombreuses déclarations des officiels ukrainiens en sont la preuve. Ceux-ci classaient les habitants du Donbass comme sous-race, êtres, « espèces ». Pour le régime de Kiev, ils auraient dû être soit exterminés, soit poussés à l'exode vers la Russie. L'an dernier, le Président Zelensky a ouvertement exhorté ceux qui se croient russes à quitter l'Ukraine pour la Russie. Je tiens à souligner que tout ceci se passait en Europe au XXI^e siècle ! Aucun leader occidental n'a réagi à une telle fragrante manifestation du nationalisme radical, voire du nazisme.



Reporter: Est-il vrai que les habitants de Donetsk et Lougansk n'avaient pas le droit de bénéficier de retraites, n'avaient pas accès à certains services publics ? Pourquoi ?

Alexander Makogonov : À part ce harcèlement militaire régulier au cours de ces 8 dernières années, les habitants du Donbass ont dû vivre un blocus presque total imposé par Kiev. La région avait été coupée du reste de l'Ukraine par l'Ukraine elle-même. Étrange logique de combattre le séparatisme, n'est-ce pas ? Les banques locales ont été débranchées du réseau bancaire national, ce qui a bloqué le transfert des salaires, retraites, allocations sociales, et des transactions commerciales pour le Donbass. Les liens de transports ont aussi été coupés. L'utilisation de rares points de passage, sur la « ligne de contact » entre l'Ukraine et les républiques de Donetsk et de Lougansk, s'accompagnait pour les habitants locaux de grands risques et de dangers, y compris pour leur vie. Le régime de cessez-le-feu était violé régulièrement. En fait, Kiev faisait tout pour « étrangler » la population de la région. Vous demandez comment ils ont pu survivre à cet enfer ? Grâce à l'aide humanitaire en provenance majoritairement de la Russie, à l'abnégation et à la foi que la justice triompherait un jour.

Reporter: En février dernier, le gouvernement de Kiev a massé des troupes à la frontière du Donbass. Quelle était la raison officielle de ce mouvement et comment était-il composé ?

Alexander Makogonov : En affichant publiquement l'absence de toute volonté de mettre en œuvre les accords de Minsk, les autorités ukrainiennes ont commencé depuis la fin 2021 à renforcer leurs effectifs militaires le long de la « ligne de contact » avec les républiques du Donbass. Kiev y a massé près de 120 000 militaires, c'est presque la moitié de l'armée ukrainienne. Les bombardements avec l'utilisation de l'artillerie lourde et les tirs sur les quartiers résidentiels ainsi que des provocations de tout genre se sont intensifiés dès janvier. Tout démontrait les intentions de Kiev de déclencher le « plan B » qu'il portait depuis longtemps. C'est-à-dire récupérer le Donbass par la force. Les documents découverts plus tard par les militaires russes lors de l'opération spéciale prouvaient que nos préoccupations et notre réaction étaient justifiées. Le commandement des forces armées ukrainiennes planifiait l'offensive massive déjà début mars contre le Donbass et ensuite contre les territoires russes, notamment la Crimée.

Reporter: Face à une éventuelle agression les dirigeants des républiques de Donetsk et Lougansk ont pris peur. Leur armée ne comprenant que des milices, elle ne pouvait faire face à une attaque massive. Est-il vrai qu'ils n'ont eu d'autre choix que d'appeler la Russie à l'aide ? Auraient-ils pu transiger avec Kiev ?

Alexander Makogonov : Vu cette menace imminente, les dirigeants des deux républiques n'ont eu d'autre choix que d'appeler la Russie à l'aide et la Russie n'a eu d'autre choix que de venir à leur secours. Transiger avec Kiev ? La question est de savoir si Kiev aurait voulu transiger avec le Donbass. La politique des autorités ukrainiennes à l'égard de cette région martyrisée pendant ces 8 dernières années montre clairement que non.

Reporter: Que s'est-il passé alors ? Quelle a été la réaction de Vladimir Poutine devant cet appel au secours ?

Alexander Makogonov : Tout d'abord il faut rappeler que les républiques du Donbass, jusqu'en février dernier, étaient peuplées de 3,2 millions de russophones. Parmi eux plus de 700 000 possédaient des passeports russes. L'offensive ukrainienne aurait pu se transformer en un vrai massacre. Les morts parmi les civils auraient été comptés par centaines de milliers. Dans ces circonstances et suite aux demandes des dirigeants de ces deux entités, **la Russie a reconnu le 21 février dernier l'indépendance de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Lougansk et a signé avec elles les accords bilatéraux sur l'amitié, coopération et entraide.** Conformément à ces accords, ainsi qu'à l'article 51 chapitre 7 de la Charte des Nations Unies (le droit à l'autodéfense individuelle ou collective) la partie russe a pris la décision de commencer l'opération militaire spéciale visant notamment à protéger la population du Donbass.

Reporter: À notre connaissance, la Russie n'a jamais fait que se défendre des attaques extérieures. Peut-on considérer une fois encore que la Russie n'a fait qu'anticiper l'attaque venant de l'Ukraine et n'a, de fait, jamais eu l'intention d'envahir ce pays ? Qu'il s'agissait juste, comme l'a indiqué votre Président, d'une mission de sauvetage des populations locales ?

Alexander Makogonov : Après la chute de l'Union soviétique, les États-Unis avec leurs alliés, en profitant des orientations nationalistes des élites politiques ukrainiennes, faisaient tout pour arracher l'Ukraine à la Russie, enfoncer un clou entre nos deux pays, les diviser pour toujours. Une sorte de maléfique ingénierie géopolitique ayant pour but de dissuader et d'affaiblir notre pays autant que possible, de réduire son statut à celui d'une puissance régionale.

Ce projet « anti-Russie » a reçu un nouvel élan après le coup d'État en 2014 et la montée au pouvoir des radicaux nationalistes et russophobes. **Les Occidentaux ont tout fait pour transformer l'Ukraine en tête de pont contre la Russie**, en facteur d'irritation et de menace permanente pour notre pays. Ils favorisaient et sponsorisaient la militarisation effrénée de l'Ukraine, lui fournissaient massivement des armes y compris offensives, organisaient chaque année sur son territoire des exercices militaires sous l'égide de l'OTAN, formaient les militaires ukrainiens (certes, pour la guerre contre les Russes) et déployaient leur bases

militaires, entraînant l'Ukraine dans le bloc otanien. Elles ont fini par être intégrées dans les Forces armées et dans la Garde nationale de l'Ukraine.



Avec un soutien massif de ses amis occidentaux, le régime de Kiev fantoche et pro-américain se sentait tout permis, inviolable, inébranlable, invincible. **La rhétorique des officiels ukrainiens devenait de plus en plus belliqueuse et l'Ukraine devenait de plus en plus menaçante pour notre pays.** Les officiels de Kiev énonçaient des intentions de récupérer par la force non seulement le Donbass mais aussi la Crimée, la région russe. Le commandant en chef des Forces armées de l'Ukraine est allé jusqu'à promettre de rouler en char ukrainien sur la place Rouge à Moscou. « Cerise sur le gâteau », la déclaration du Président V. Zelensky faite lors de la Conférence sur la sécurité à Munich le 19 février dernier, relative aux ambitions de l'Ukraine d'avoir l'arme nucléaire. Or ce pays dispose d'un potentiel humain, scientifique, industriel et technologique suffisant pour avoir une bombe atomique. Avec une aimable assistance de l'étranger, ce ne serait qu'une question de temps. Maintenant, **imaginez que vous ayez juste à côté de vous un État ouvertement hostile, bien armé, motivé de l'intérieur et soutenu de l'extérieur qui vous menace. Comment auriez-vous réagi ?**

Toutes les tentatives de la Russie d'obtenir des garanties juridiques pour sa sécurité de la part des États-Unis et de l'OTAN sont tombées à l'eau. Le 15 décembre 2021, Moscou leur a proposé des projets d'accords qui ont été rejetés. L'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN demain ou après-demain, compte tenu des intentions de Kiev à l'égard de la Russie, pourrait dérapier vers la Troisième Guerre mondiale. C'est justement pour protéger la population du Donbass, pour prévenir la menace en provenance du territoire ukrainien et pour éviter un conflit global que la Russie a été contrainte de commencer son opération militaire. Parmi ses objectifs, à part la protection du Donbass, figure la démilitarisation et la dénazification de l'Ukraine, son statut neutre et non-nucléaire ainsi que la reconnaissance par Kiev de l'indépendance des républiques de Donetsk et de Lougansk.

Tous nos efforts diplomatiques permettant d'éviter l'affrontement militaire se sont brisés contre un mur d'incompréhension de la part de nos partenaires occidentaux. S'il y avait eu la moindre possibilité de régler le conflit qui profilait par des moyens politiques, nous l'aurions fait.

Je répète, selon les consignes du commandement des Forces armées ukrainiennes, leur offensive sur le Donbass était prévue déjà en début mars. Nous l'avons anticipé littéralement de deux semaines.

Reporter: N'aurait-il pas été préférable de laisser l'armée ukrainienne attaquer la première, ce qui aurait placé la Russie dans le rôle de la victime ?

Alexander Makogonov : Nous avons déjà commis une erreur pareille en 1941 en écartant jusqu'au dernier moment l'hypothèse de l'invasion de l'Allemagne nazie sur notre territoire. En fin de compte, en 3 mois les troupes allemandes se sont retrouvées aux portes de Moscou. Vaut mieux prévenir que guérir. Laisser l'armée ukrainienne attaquer la première aurait été une faute stratégique impardonnable car sa moindre avancée dans le Donbass aurait coûté des vies à des milliers de civils. En plus, il ne faut pas oublier que la Crimée aurait pu devenir une cible imminente pour Kiev.

Pourtant l'Ukraine avait signé en 2015 les accords de Minsk, grâce à la médiation de la France et de l'Allemagne. Accords qui visaient à ramener la paix dans la région. Par conséquent, comment ce territoire peut-il se trouver au cœur d'un conflit armé depuis 2014 ?

Je vais vous retracer un peu l'histoire. En février 2015 les leaders de la Russie, de la France, de l'Allemagne et de l'Ukraine (tous membres du « format Normandie ») lors des négociations de 16 heures dans la capitale biélorusse ont validé le « paquet de mesures » (accords de Minsk) pour le règlement politique du conflit dans le Donbass. Ce document a été signé par les représentants de la Russie, de l'Ukraine, de l'OSCE et par les dirigeants des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk. Le jour-même la Russie, la France, l'Allemagne et l'Ukraine ont adopté une déclaration pour son soutien. Autrement dit, Moscou, Paris et Berlin se portaient désormais garants de la mise en œuvre de ces accords. Quelques jours plus tard, le Conseil de sécurité des Nations unies, par la résolution 2202, a validé les accords de Minsk en tant que base juridique internationale pour le règlement du conflit intérieur ukrainien.

Ces accords prévoyaient des mesures à caractère militaire (cessez-le-feu, désengagement des armements lourds) et politique (dialogue direct entre Kiev et les deux républiques, amnistie, élections locales, rétablissement des liens économiques et sociaux, adoption de la législation fixant un nouveau statut du Donbass au sein de l'Ukraine, etc.). La plus grande partie des engagements était à la charge de Kiev qui ne faisait que s'y soustraire sous différents prétextes et a fini par les saboter ouvertement. De leur côté, la France et l'Allemagne ont toujours déclaré leur attachement aux accords de Minsk en confirmant à haute voix l'absence d'alternative au processus politique en vertu de ce document. En réalité, Paris et Berlin ne faisaient pas grand-chose pour inciter Kiev à respecter ses propres engagements et à s'asseoir à la table des négociations avec les républiques. La France et l'Allemagne disposaient de tous les leviers politiques suffisants pour influencer les autorités ukrainiennes. Hélas ! Toute en fermant les yeux sur les exactions sanglantes de Kiev dans le Donbass, nos partenaires n'ont trouvé rien de mieux que d'accuser la Russie de freiner le règlement pacifique. Comme si nous étions partie prenante du conflit. Notre pays, tout comme la France et l'Allemagne, ne jouait qu'un rôle de garant ou d'intermédiaire pour l'application des accords de Minsk. Mais selon la vieille formule erronée « c'est la Russie qui toujours coupable ». Le résultat, vous le voyez maintenant.

Reporter: Pourquoi la France, pourtant garante des accords de Minsk, n'a-t-elle pas exigé que ces derniers soient respectés ?

Alexander Makogonov : Je vous invite à poser cette question aux représentants de la partie française. Pourtant, pour être objectif, il faut reconnaître que votre pays appuyait des efforts pour trouver une issue pacifique de la crise ukrainienne.

Il suffit de dire que Paris a participé à la création en juin 2014 du « format Normandie » qui réunissait la France, l'Allemagne, la Russie et l'Ukraine pour faciliter le dialogue entre Kiev et les Républiques du Donbass. Ce cadre diplomatique permettait des rencontres au niveau des leaders de ces quatre États, entre les ministres des Affaires étrangères, ou entre les conseillers politiques désignés par chaque partie. En décembre 2019 Paris a accueilli le sommet du « format Normandie » où les parties ont confirmé leur attachement aux accords de Minsk et se sont accordées sur les prochaines actions pour leur mise en œuvre. Cependant, les déclarations politiques sont restées lettre morte. Kiev n'avait aucune envie de respecter ses engagements. De leur côté, Paris et Berlin – garants des accords de Minsk tout comme la Russie – ont toujours épargné leur pupille ukrainien rejetant toute la responsabilité sur Moscou. Ainsi, la Russie, tout en étant intermédiaire dans le processus politique, a été délibérément présentée comme une partie belligérante. Tandis que les accords de Minsk prévoyaient le dialogue direct entre Kiev et Donetsk, entre Kiev et Lougansk. Apparemment, il était plus facile d'accuser la Russie que de lire attentivement les accords signés.

Reporter: Pour la France et l'Europe, on constate que tout ce que dit Zelensky est parole d'Évangile et tout ce que dit Moscou n'est que mensonge. L'épisode de Boutcha est déjà classé comme crime de guerre, sans même la moindre enquête. Selon vous, à quoi a servi cette mise en scène ? Et par qui a-t-elle été mise en place ?

Alexander Makogonov : Le « massacre » de Boutcha est une pure mise en scène cynique et ignoble fabriquée par les services spéciaux ukrainiens à l'aide de conseillers en communication étrangers. **L'objectif est clair : discréditer l'armée russe, et l'accuser des crimes de guerre afin de diaboliser et marginaliser encore plus la Russie.** En fait la véracité de cette mise en scène, bien que celle-ci ait produit un effet médiatique immédiat, ne supporte aucune critique. **N'importe quel expert criminologue (certes, je parle d'un véritable expert) pourrait vite la « démonter » tellement le trucage est grossier.**

À rappeler que toutes les unités militaires russes ont quitté Boutcha le 30 mars en signe de bonne volonté au lendemain des négociations russo-ukrainiennes à Istanbul. Le ministère de la Défense de Russie a annoncé cette démarche dans son communiqué. Déjà le 31 mars, le maire de Boutcha, dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux, se félicitait de la « libération héroïque » de la ville tout souriant et sans dire un mot de ces centaines de cadavres présumés gisant le long des rues de la ville et retrouvés tout d'un coup plus tard. Drôle de situation. Comment est-il possible de ne pas voir dans les rues 280 corps d'habitants prétendument « fusillés par l'armée russe » ?

Le 2 avril les représentants du Service de sécurité de l'Ukraine et les militaires ukrainiens ont procédé aux « purges » des habitants de Boutcha soupçonnés d'avoir collaboré avec les soldats russes. Vous savez, même la réception de l'aide humanitaire russe peut être considérée en Ukraine comme « acte de collaboration » et censée être punie. Les avertissements liés à cette opération des services ukrainiens du 2 avril ont été publiés la veille sur Internet, pour être ensuite supprimés. Les soi-disant témoignages des « crimes des troupes russes » à Boutcha ne sont apparus dans l'espace médiatique que le 3 avril.

Les médias occidentaux, comme sur commande, ont commencé à diffuser les informations et puis des reportages sur le « massacre de Boutcha » tandis que les officiels occidentaux ont tout de suite, et sans la moindre preuve, accusé la Russie de crimes de guerre.

Si l'on en revient à l'aspect criminologique... Selon les médias, les civils auraient été fusillés par les russes mi-mars. Ainsi, les corps gisant par terre sous le ciel ouvert depuis 2 ou 3 semaines devraient présenter certains signes connus par les spécialistes. En regardant les images de Boutcha, n'avez-vous pas fait attention aux vêtements des gens « tués » par les Russes ? Les tenues vestimentaires étaient propres. En plus, vous avez vu la « mise en place » des corps le long des trottoirs ? Ils sont très bien arrangés, comme si quelqu'un les y avait déposés à la main comme les pions sur un échiquier. À propos, certains d'eux portaient un bandeau blanc sur les bras, un signe de soutien des forces armées russes. **Enfin, quel est l'intérêt pour les troupes russes de quitter la ville en laissant derrière soi des centaines de cadavres de civils ? Certes, si vous avez vu ces images, c'est parce que quelqu'un a voulu que vous les voyiez.** Il y a vraiment beaucoup de détails qui brisent la version occidentale. Et de témoignages... mais personne ne vous les donnera sans risque pour sa vie.

Vous avez bien fait de rappeler la parole de l'Évangile. L'actuelle campagne médiatique acharnée contre la Russie me rappelle un épisode décrit dans le chapitre 8 de l'Évangile de Jean. Dans une situation litigieuse Jésus a dit aux Pharisiens «... restez fidèle à ma parole et vous connaîtrez la vérité. La vérité vous rendra libres ». En réponse les Pharisiens ont commencé à lui jeter des pierres. C'est pareil aujourd'hui. La Russie est jugée coupable par contumace. Quoi que nous disions c'est labellisé « propagande ». Car la vérité est choquante, elle dérange. Mais elle va l'emporter.

Reporter: De la même façon, la Russie a nié être responsable du bombardement de la gare de Kramatorsk par un missile de type OTR-21 Totchka, que l'on dit pourtant de conception soviétique. Comment pouvez-vous prouver au monde qu'effectivement la Russie n'est pour rien dans ce massacre ?

Alexander Makogonov : Le battage international autour de cet épisode accompagné d'une avalanche d'accusations contre la Russie s'est vite calmé après la publication de preuves irréfutables par la partie russe.

Premièrement, la trajectoire de ce missile montre qu'il avait été lancé sur Kramatorsk depuis le territoire contrôlé par les militaires ukrainiens. Deuxièmement, l'armée russe n'utilise plus depuis longtemps ce type de missiles obsolète. D'ailleurs, le numéro de série retrouvé sur les épaves de ce missile prouve que celui-ci était en service de l'armée ukrainienne. Enfin, la question clé : quel est l'intérêt des militaires russes de bombarder les civils qui sont en train de quitter la ville ? Par contre, **pour la partie ukrainienne, entièrement responsable pour cette provocation inhumaine, l'objectif est clair : empêcher l'évacuation des civils pour les utiliser comme « bouclier humain »**, discréditer encore la Russie, et la faire accuser de crimes de guerre. Les civils ne constituent pas une préoccupation prioritaire pour Kiev. Le plus important c'est l'effet médiatique, peu importe le prix. Du terrorisme au niveau de l'État. Les fameux épisodes des bombardements de la maternité et du théâtre dramatique à Marioupol avaient le même but. D'autres provocations ne sont pas à exclure.



Reporter: Un ancien fusilier de l'armée française, Adrien Bocquet, resté 16 jours en mission humanitaire en Ukraine pour convoyer du matériel médical, a été témoin des crimes de guerre commis par le bataillon Azov et assimilés qui arborent avec fierté leur insigne néo-nazi. Il confirme que quand l'armée ukrainienne rate des cibles et atteint des bâtiments civils, elle l'impute aux Russes. Elle stocke l'armement venant d'Europe dans des immeubles, se servant ainsi de la population comme bouclier humain. Que pensez-vous de ce témoignage ?

<https://www.youtube.com/watch?v=ZoKnhXnp-Zk>

Alexander Makogonov : C'est déjà un bon signe que ce genre de témoignage venu d'un Français atteigne le public français. De notre côté, nous avons des centaines voire des milliers de témoignages des habitants des villes ukrainiennes, de nos militaires et journalistes ainsi que des prisonniers de guerre ukrainiens qui prouvent que des civils sont utilisés par les militaires ukrainiens, surtout par les bataillons néonazis, comme « boucliers humains ». Cette tactique est déjà connue – les djihadistes en Syrie l'ont souvent pratiquée. Pourquoi ? Pour éviter l'affrontement direct avec les militaires russes et être vite éliminés. Les « défenseurs » ukrainiens qui méritent plutôt le titre de « défonceurs » savent très bien que les Russes ne ciblent ni les infrastructures civiles ni les civils eux-mêmes. **Les Ukrainiens déploient leurs armements lourds (blindés, pièces d'artillerie, etc.) dans les quartiers résidentiels, ils aménagent les points de tir, les points d'appui, les entrepôts d'armes dans les bâtiments résidentiels sans permettre aux habitants de quitter leur domicile. Ces derniers sont de fait pris en otage.**

Les Russes sont ainsi obligés de les libérer maison par maison, quartier par quartier, pour épargner la vie de chaque civil. Cela complique énormément l'avancée mais nos militaires n'ont pas d'autre choix, tant de vies

humaines sont en jeu ! Pire encore, pour empêcher les civils de partir, les militaires ukrainiens minent les autoroutes, bloquent les sorties des villes, tirent sur ceux qui veulent fuir cet enfer. Les cas sont nombreux. Mais personne n'en parle ici. **Selon les dernières informations, dans certaines villes, notamment, à Odessa, à Kharkov, à Nikolaev, les militaires ukrainiens effectuent des raids à domicile (porte à porte) pour identifier des citoyens pro-russes. Malheur à ceux que se font griller. Dans la plupart des cas leur sort est inconnu. Et toujours aucune réaction à l'Occident,** juste des commentaires pathétiques autour de «l'héroïsme» des nationalistes ukrainiens et les difficultés de l'armée russe.